



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2018-0236

du **10 JUIL. 2018**

portant modification de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2010-102 du 8 mars 2010 autorisant la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de VINNEUF

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de l'environnement, et notamment son article R.181-46,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2010-102 du 8 mars 2010, autorisant la Société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de VINNEUF,
- VU la demande en date du 2 mai 2018 de modification des conditions d'exploitation et de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière par la Société LAFARGEHOLCIM GRANULATS (LHG),
- VU l'avis de l'inspection des installations classées en date du 3 mai 2018,

VU le projet porté à la connaissance du demandeur le 25 juin 2018,

VU les observations présentées par le demandeur par courriel du 2 juillet 2018,

CONSIDÉRANT que la Société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD est autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire à VINNEUF, par arrêté préfectoral du 8 mars 2010 susvisé,

CONSIDÉRANT que la Société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD a changé de dénomination sociale pour devenir LAFARGE GRANULATS puis LAFARGEHOLCIM GRANULATS, dont le siège social est situé 2 avenue du Général de Gaulle 92 140 Clamart,

CONSIDÉRANT que la durée de l'exploitation de cette carrière a été fixée à 9 ans par l'arrêté préfectoral du 8 mars 2010 précité, soit jusqu'au 8 mars 2019,

CONSIDÉRANT que cette échéance ne permettrait pas de terminer l'instruction d'une demande de renouvellement et d'extension déposée par l'exploitant,

CONSIDÉRANT que les impacts liés au fonctionnement de l'installation pendant la prolongation sollicitée ont déjà été pris en considération dans le cadre de l'autorisation préfectorale délivrée par arrêté du 8 mars 2010 susvisé,

CONSIDÉRANT que, selon les dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, la modification envisagée par la Société LHG constitue un changement notable mais non substantiel des conditions d'exploitation autorisées par l'arrêté préfectoral du 8 mars 2010,

CONSIDÉRANT que les impacts induits par ces modifications n'apparaissent pas être de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement (modification non substantielle),

CONSIDÉRANT que l'exploitation se poursuivra sans modification de la zone d'extraction présentés dans le dossier de demande d'autorisation instruit en 2009,

CONSIDÉRANT que la gestion de la carrière se poursuivra sans modification des effets et nuisances sur l'environnement (eaux, paysage, faune, flore, bruit, poussières, santé, sécurité publique, trafic routier, etc.),

CONSIDÉRANT que la Société LHG a les capacités techniques et financières pour poursuivre l'exploitation de sa carrière sur le territoire de la commune de VINNEUF,

CONSIDÉRANT que les inspections réalisées périodiquement sur le site au titre des installations classées pour la protection de l'environnement font apparaître que la carrière est bien tenue,

CONSIDÉRANT que, selon l'article R.181-45 du Code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées,

SUR proposition de Mme la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRETE

ARTICLE 1 - Prolongation d'autorisation

La durée de l'autorisation fixée à l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2010-102 du 8 mars 2010 susvisé, délivrée à la société LHG pour l'exploitation d'une carrière alluvionnaire est prolongée jusqu'au 8 mars 2022.

Les autres dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2010-102 du 8 mars 2010 susvisé demeurent inchangées.

ARTICLE 2 - Garanties financières

L'exploitant adresse au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, dès notification du présent arrêté.

Le montant actualisé de la garantie est fixé à 233 350 euros (indice TP01 de 107,3 du mois de janvier 2018).

La durée de validité de l'acte de cautionnement couvre a minima la durée de la prolongation d'autorisation.

ARTICLE 3 - Bornage

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Le procès-verbal de bornage est adressé, sous un délai d'un mois, à l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté.

ARTICLE 4 - Clôture

La mise en place d'une clôture fixée à l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2010-102 du 8 mars 2010 susvisé doit être justifiée sous un délai d'un mois.

ARTICLE 5 - Phasage

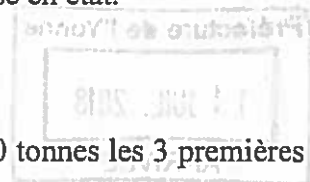
L'exploitation se déroule suivant le plan de phasage annexé au présent arrêté.

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2010-102 du 8 mars 2010 susvisé sont inchangées, notamment les dispositions concernant la remise en état.

ARTICLE 6 - Capacité de production

La production brute moyenne de matériaux doit être de 165 000 tonnes les 3 premières années puis de 75 000 tonnes les 3 mois suivants.

La production brute maximale de matériaux doit être de 288 000, 276 000, 265 000 tonnes les 3 premières années puis de 125 000 tonnes les 3 mois suivants.



ARTICLE 7 - Publication

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Vinneuf pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le Maire de Vinneuf fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de l'Yonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de l'exploitant.

ARTICLE 8 - Exécution

Mme la Secrétaire générale de la Préfecture et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la Société LAFARGEHOLCIM GRANULATS et dont copie sera adressée :

- au Sous-Préfet de Sens,
- au Maire de Vinneuf,
- à la Responsable de l'Unité départementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur Départemental des Territoires,
- au Chef du service de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine,
- au Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- au Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- au Chef du service interministériel de défense et de protection civile de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le

10 JUL. 2018



Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet


Julia CAPEL DUNN

Délais et voies de recours ci-après

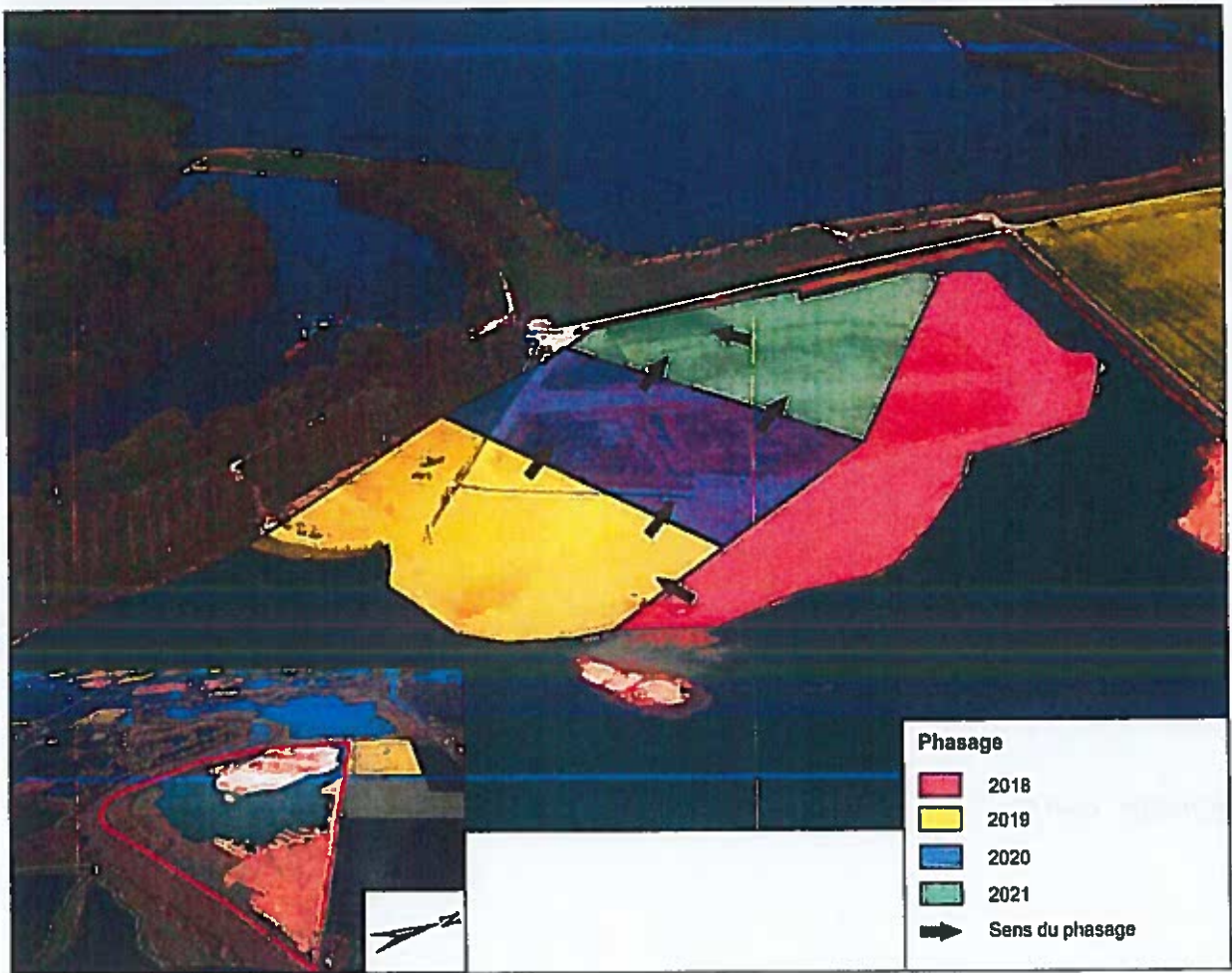
La présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon - 22 rue d'Assas - 21000 DIJON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité accomplie.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Annexe : plan de phasage



Plan de phasage